

L'Adresse—M. St. Germain

Que ces ministériels d'en face et leur gouvernement, qui est le principal responsable de la situation précaire de nos chômeurs, réfléchissent bien là-dessus, dans le fond de leur cœur, en ces temps fort difficiles.

[Français]

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre! Le discours de l'honorable député est suivi d'une période de dix minutes allouées aux questions et aux commentaires.

[Traduction]

M. Kristiansen: Monsieur le Président, je tiens au départ à féliciter le député de Mission-Port Moody (M. St. Germain) pour un premier discours qui, en dépit de certaines divergences sur les plans de la pensée, des idées et de l'analyse, m'a bien plu somme toute. Il a été prononcé avec éloquence, si l'on oublie les questions politiques qui nous séparent. Je sais gré au député des bonnes paroles qu'il a eues pour son prédécesseur à la Chambre, M. Mark Rose; je lui sais également gré d'avoir reconnu, comme son prédécesseur d'ailleurs, que sa région a grandement besoin de solutions qu'il appartient au gouvernement et à d'autres organismes canadiens de trouver.

● (1700)

Cela étant dit, j'ai tout de même une question à poser, monsieur le Président. Je suis d'accord pour une bonne part avec ce que le député a dit; je souscris à bon nombre des critiques qu'il formule et reconnais aussi les problèmes qu'il déplore dans sa localité et qui existent dans la mienne dans le secteur forestier. Il m'a paru cependant quelque peu étrange qu'un partisan de la doctrine conservatrice préconise à toutes fins pratiques une plus grande ingénierie gouvernementale pour obliger le secteur privé qui est prédominant, à tout le moins dans le secteur forestier, à se lancer dans la production de panneaux de grandes particules, de panneaux de particules, de panneaux d'aggloméré, ainsi de suite. Ces techniques sont employées dans bien des régions en Amérique du Nord. Mais fort étrangement, elles ont été absentes dans le secteur forestier de la Colombie-Britannique. Le député préconise-t-il ainsi que le gouvernement intervienne ou encore qu'il octroie une subvention spéciale pour amener le secteur privé à satisfaire aux exigences du marché et à celles que nous impose l'instabilité de nos ressources, laquelle instabilité nous devons à des années d'impéritie administrative? Le député veut-il dire qu'il appartient au gouvernement de résoudre ce problème, alors que le secteur privé qu'il glorifie, et qui, sans aucun doute, a un rôle à jouer, n'a pas pu ou n'a pas voulu construire les usines dont l'industrie et les consommateurs avaient besoin?

M. St. Germain: Monsieur le Président, lorsque je parle des progrès réalisés, je tiens ce que je sais du secteur privé, de la visite des diverses industries de cette région, des usines de produits chimiques etc. Je dis, comme la plupart de mes collègues de l'opposition officielle, que je ne suis pas en faveur de l'intervention du gouvernement. Toutefois, ce que nous proposons, c'est un programme spécial d'encouragement de la recherche et du développement. Cela se pratique dans d'autres parties de l'Amérique du Nord. C'est pourquoi la recherche se fait à ces endroits-là. Tout ce que nous disons, monsieur le Président, c'est que nous voulons ces encouragements de sorte que l'on puisse développer nos propres technologies au lieu d'avoir à dépendre d'autres pays.

Nous travaillons avec les usines de ma région, monsieur le Président, celles avec lesquelles je me suis mis en rapport, pour nous assurer que la recherche et le développement continuent, sur les bardeaux ignifuges par exemple, mais il ne s'agit pas toujours de grandes entreprises. Il y a de petits exploitants, monsieur le Président, qui luttent pour s'en sortir après ces deux années de récession. Ce que je propose, c'est de créer des encouragements permettant à ces gens de reporter leurs impôts, et de consacrer une partie de leur argent à la recherche et au développement. Voilà réellement ce que nous demandons. Les hommes d'affaires de la région Mission-Port Moody, monsieur le Président, ne demandent pas de cadeaux ou de renflouages. Tout ce que nous voulons c'est la possibilité de travailler.

M. Taylor: Monsieur le Président, j'ai été très impressionné par le discours du député de Mission-Port Moody (M. St. Germain). Et je l'en félicite. Je voudrais faire une remarque et connaître ensuite l'avis du député. J'estime qu'il y a place pour le gouvernement et la libre entreprise le pense également. Nous pouvons citer en particulier la recherche et le développement et l'aide à la recherche de marchés. Si le gouvernement consacrait ses énergies à trouver des marchés et à la recherche et au développement, l'industrie suivrait, du moins c'est ce que j'ai constaté. Je me demande si cela est conforme à la position du député de Mission-Port Moody?

M. St. Germain: Monsieur le Président, je voudrais remercier les deux députés de leurs compliments et de l'occasion qui m'est donnée de répondre à leurs questions. Logiquement, sans recherche et développement et sans nouvelle technologie, nous ne progresserons pas. C'est d'ailleurs pourquoi notre économie est dans cette situation aujourd'hui. Nous devons aider les petites entreprises à trouver d'autres marchés, monsieur le Président, faute de quoi elles ne survivront pas. Étant donné la récession qui a sévi au cours des deux dernières années dans le domaine du bois d'œuvre, il est incroyable qu'elles aient pu tenir le coup. Le gouvernement profite largement des impôts et des taxes produits par ces industries lorsqu'elles fonctionnent à plein. Toutefois, lorsqu'elles sont en difficulté, comme c'est le cas maintenant, et souffrent de la récession qui vient de se produire, il est très improbable que sans une aide, qui profiterait à tous les Canadiens, elles puissent survivre.

[Français]

M. Tousignant (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je voudrais d'abord dire à la Chambre, avant de poser mes deux questions à l'honorable député de Mission-Port Moody (M. St. Germain), que je suis profondément déçu de... A distance, j'avais remarqué l'arrivée de l'honorable député depuis au-delà de quatre mois, et il me semblait qu'il avait tout de même un visage assez sympathique. Maintenant, je vois qu'il a immédiatement pris une tendance conservatrice qui est celle de critiquer de façon très négative. Je suis un peu déçu de cette attitude. Pendant tout son discours... Je dois dire que depuis plus de quatre mois qu'il est ici, c'est son premier discours, et ce sera probablement par la suite un député silencieux. Mais de toute façon, je suis un peu déçu.

Je voudrais lui demander, par exemple, lorsqu'il parle de *tax incentives*, je voudrais lui demander, dis-je, comment il peut penser pouvoir intéresser des compagnies à se lancer en affaires, donc de nouvelles entreprises, avec ce qu'on appelle des